

Feuillet de documentation sur la Suède

Publié par l'Institut suédois

Mars 2002

Classification : FD 108 e Kc

La monarchie en Suède

Les premières données historiquement établies au sujet de la monarchie en Suède sont fournies par la chronique du royaume des Svear, datant du IX^e siècle, qui se trouve dans la Légende d'Anschaire où sont relatés les voyages du missionnaire chrétien Anschaire à Birka, centre de commerce des Svear.

Ce n'est toutefois qu'à partir de 980 environ que nous connaissons avec certitude les noms des rois, dont la liste, telle que nous pouvons la suivre sur plus d'un millénaire, compte plus de cinquante noms.

Contexte historique

Durant le haut moyen âge, le pouvoir royal était restreint et se limitait essentiellement à la fonction de chef de guerre. Longtemps, le pouvoir politique effectif resta l'apanage des sénéchaux des différentes provinces, qui au XIII^e siècle encore étaient des entités dotées d'une large indépendance. Cependant, avec l'appui de l'Église, le pouvoir central se renforça, ce qui se traduisit par l'instauration, à la fin du XIII^e siècle, de lois s'appliquant à l'ensemble du royaume et par la promulgation de la Loi nationale de Magnus Eriksson, qui remplaça en 1350 les lois provinciales.

Le Code royal de la Loi nationale est en quelque sorte la première Constitution de la Suède et contient des dispositions relatives aux modalités de l'élection du roi, ainsi qu'aux attributions et compétences respectives de celui-ci et de son Conseil.

Pendant tout le moyen âge, la Suède était une monarchie élective. Les grands du royaume, qui au cours des XIV^e et XV^e siècles se constituèrent en une véritable aristocratie de conseillers, acquirent une grande puissance politique par leur influence sur l'élection du roi. La Suède était en voie de devenir un État féodal. Mais l'effort fait par les rois pour renforcer le pouvoir central en s'appuyant sur la bourgeoisie et la paysannerie brisa l'évolution en ce sens avant qu'elle eût pu prendre la même ampleur que dans le reste de l'Europe. Ceci aboutit, au XV^e siècle, à la création d'un Parlement composé des quatre ordres : noblesse, clergé, bourgeoisie et paysannerie. Sous le règne de Gustave Vasa, 1521–1560, le pouvoir royal prit définitivement le dessus, avec pour conséquence l'instauration de la monarchie héréditaire en 1544. Dans le même temps, la réalisation de la Réforme faisait du roi le chef de l'Église de Suède, et une administration fortement centralisée sur le modèle allemand était mise en place.

L'absolutisme royal

Comme dans la plupart des autres pays européens, l'évolution des XVI^e et XVII^e siècles est marquée en Suède par la création d'une administration de plus en plus efficace et centralisée. Dans le domaine de la politique étrangère et du point de vue militaire, la position de la Suède connut également une transformation radicale après son intervention dans la guerre de Trente Ans, sous le règne de Gustave II Adolphe, 1611–1632 ; ses succès militaires en firent une grande puissance et le principal État de l'Europe du Nord. Encore que par périodes le Conseil du

royaume bénéficiât d'une forte influence, l'évolution allait dans le sens de l'absolutisme, le roi devenant à partir de 1680 souverain absolu par la grâce de Dieu.

Par la Constitution de 1634, qui était un règlement administratif, le Conseil du royaume s'efforçait de défendre les prérogatives lui revenant encore. Aucun des monarques qui régnèrent par la suite (la reine Christine, 1644–1654, Charles X Gustave, 1654–1660, Charles XI, 1672–1697) ne se considérèrent cependant comme liés par cette Constitution, qui fut abrogée formellement par le Parlement de 1680. Le Conseil du royaume fut remplacé par un Conseil du roi, en tous points subordonné au monarque.

L'ère de la liberté

Les défaites subies dans la Grande guerre du Nord, 1700–1721, et la mort de Charles XII entraînèrent une violente réaction contre l'absolutisme royal, qui sous Charles XI et Charles XII était devenu une véritable dictature. L'exigence d'une nouvelle forme de gouvernement trouva son expression dans la Constitution de 1720. Celle-ci réduisait le pouvoir royal à deux voix au Conseil, dont le membre prééminent, le président de la Chancellerie, devint le chef réel du gouvernement. Le Conseil, quant à lui, était responsable devant le Parlement et le régime évolua, pendant la période nommée l'ère de la liberté, 1720–1772, vers le parlementarisme, le Conseil représentant la majorité du Parlement et changeant avec celle-ci. En même temps, la position des ordres roturiers se renforçait, en raison notamment de l'essor économique. Lorsque par la suite les antagonismes au sein du Parlement prirent la forme d'une lutte entre noblesse et roturiers, Gustave III, 1771–1792, put en 1772, avec l'appui d'une grande partie de la noblesse, s'emparer du pouvoir par un coup d'État.

L'autocratie gustavienne

L'époque gustavienne, 1772–1809, vit se consolider davantage encore le pouvoir royal. Le vigoureux engagement de Gustave III et de Gustave IV Adolphe contre la Révolution française et toutes les idées de partage du pouvoir et de démocratie qui étaient à son origine les conduisit à de vifs affrontements avec de larges fractions de la noblesse aussi bien que de la classe administrative de Suède. Ceci aboutit en 1792 à l'assassinat de Gustave III, perpétré à l'instigation d'un groupe de nobles fanatiquement hostiles à l'absolutisme que le souverain avait instauré. La défaite dans la guerre menée en 1808–1809 contre la Russie,

avec pour conséquence la perte de la Finlande, entraîna un coup d'État, avec la destitution de Gustave IV Adolphe et l'adoption d'une nouvelle Constitution.

La monarchie dans la Constitution de 1809

La Constitution de 1809, qui est restée en vigueur jusqu'en 1974, avait été élaborée selon la théorie de la séparation des pouvoirs de Montesquieu, en tenant compte de l'évolution constitutionnelle suédoise. Il appartenait au roi seul de gouverner le royaume, mais il était assisté d'un Conseil des ministres qui devait contre-signer et donc approuver toutes les décisions. Le pouvoir législatif était partagé également entre le roi et le Parlement, tandis que le droit de lever les impôts revenait au Parlement seul.

Le premier Bernadotte

Après le coup d'État de 1809 qui renversa Gustave IV Adolphe, l'oncle de celui-ci, le duc Charles, fut élu roi sous le nom de Charles XIII. Comme il était âgé et sans descendance, il fallut désigner de surcroît un successeur au trône. On avait choisi d'abord le prince danois Charles-Auguste d'Augustenborg, mais comme celui-ci mourut peu après son arrivée en Suède, le maréchal de France Jean-Baptiste Bernadotte fut, à l'été 1810, désigné comme héritier de la couronne, sous le nom de Charles-Jean. Ce choix était motivé entre autres par le souhait d'une alliance avec la France et Napoléon, dans l'espoir de reconquérir la Finlande avec l'appui de celui-ci. Mais après son arrivée en Suède, Charles-Jean, devenu de fait le régent du pays bien qu'il ne fût encore que l'héritier de la couronne, s'engagea en 1812 dans une autre voie ; se joignant à une coalition contre Napoléon, il arracha par la paix de Kiel la Norvège au Danemark et en 1814, après une brève campagne militaire, contraignit la Norvège à conclure une union avec la Suède. Cette union ne fut dissoute qu'en 1905.

Dans le domaine de la politique intérieure également, l'arrivée en Suède de Charles-Jean inaugura une époque nouvelle. Ainsi, l'interprétation de la Constitution de 1809 et la pratique qui s'établit dans le cadre de celle-ci furent largement marquées sous le règne de Charles XIV Jean, 1818–1844, par les conceptions et visées personnelles du monarque.

Charles-Jean lui-même devait sa carrière à la Révolution française, sans laquelle lui qui n'était pas noble n'aurait jamais pu devenir plus que sous-officier. Dès le départ, en dépit de son origine et de sa carrière, Charles-Jean accepta difficilement les restrictions que la Constitution suédoise apportait à son pouvoir. Dès l'époque où il n'était encore que prince héritier, des divergences se firent jour entre lui et les membres les plus indépendants du Conseil.

Devenu roi après le décès de Charles XIII en 1818, Charles XIV Jean choisit de plus en plus ses ministres parmi des bureaucrates dévoués qui exécutaient ses ordres sans objection. Son absolutisme s'accusa de plus en plus avec le temps. Le général de la Révolution s'était métamorphosé en une sorte d'autocrate de la vieille école.

Vers le parlementarisme et la démocratie

Avec l'essor du libéralisme vers le milieu du XIX^e siècle s'engagea la lutte au sujet des prérogatives personnelles du roi. Depuis la prise de pouvoir du prince héritier Charles en 1857 jusqu'à la capitulation définitive de Gustave V en 1918 devant les revendications en faveur du parlementarisme et de la démocratie, la lutte pour les pouvoirs personnels du roi constitue le thème principal de l'histoire de la monarchie suédoise.

Malgré le renforcement de la position des ministres résultant de la réforme des départements ministériels en 1840, qui faisait des ministres les chefs réels de leurs propres ministères, ceux-ci étaient néanmoins restés avant tout, sous le règne d'Oscar I^{er} 1844–1859, des fonctionnaires du roi, désignés par lui personnellement. En tant que facteur de pouvoir indépendant, le Conseil ne jouait encore qu'un rôle mineur, et il n'y a pas lieu de parler, sous le règne d'Oscar I^{er}, d'un cabinet au sens propre du terme.

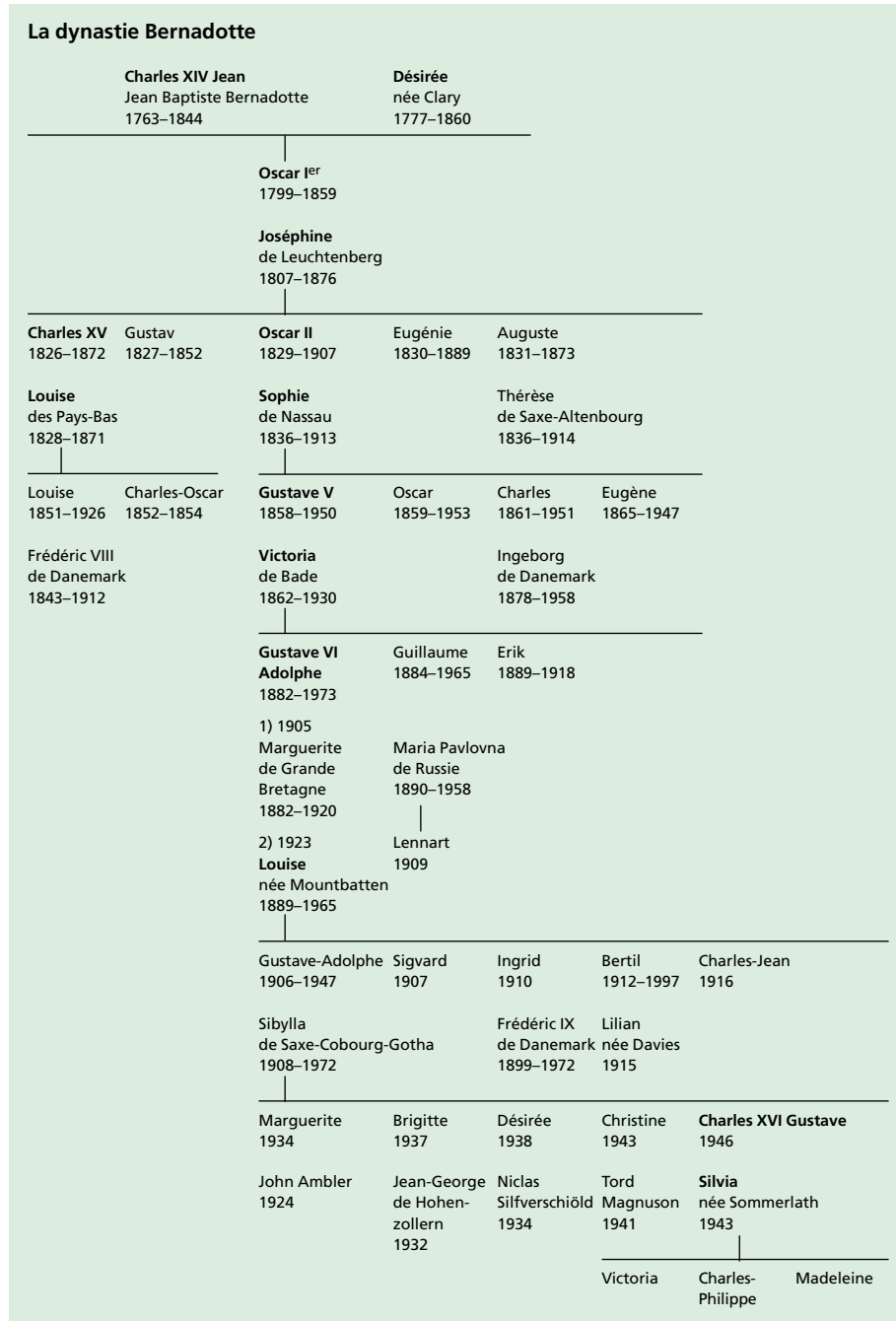
La situation changea à l'époque de Charles XV, 1859–1872. Dès les premières années de son règne, le Conseil des ministres agit comme une entité et à plusieurs reprises, il joua un rôle déterminant dans la politique suédoise. Ainsi par exemple, dans les questions, essentielles pour le pays, des rapports avec la Norvège en 1858–1860, d'un appui au Danemark dans sa guerre contre l'Allemagne en 1864 et de la réforme du système de représentation en 1866, ce furent le Conseil des ministres et le Parlement, et non le roi, qui élaborèrent la politique de la Suède.

Durant le règne d'Oscar II, 1872–1907, celui-ci par contre chercha beaucoup plus activement que son frère et prédécesseur à diriger le cours des événements. Il prit contact de sa propre initiative avec des hommes politiques de premier plan, et face au Conseil des ministres également, il tenta d'affirmer le droit du roi à faire valoir son opinion.

Les efforts d'Oscar II pour faire prévaloir le pouvoir personnel du roi ne connurent toutefois guère de succès. Ceci tenait au premier chef à ce que le Parlement, après la réforme du système de représentation en 1866 qui abolissait l'ancien Parlement des ordres et instaurait un Parlement bicaméral, devenait un centre de pouvoir de plus en plus important qui soutenait le Conseil des ministres contre le roi.

Avec la limitation du droit de vote et les conditions d'éligibilité prévues par le règlement du Parlement adopté en 1866, les paysans propriétaires acquéraient la majorité à la Seconde Chambre, tandis que la Première devenait le forum des propriétaires terriens, des hauts fonctionnaires et des commerçants et industriels fortunés des villes.

Les revendications de la Première Chambre en vue d'un renforcement de la défense nationale et d'un développement des cadres administratifs n'étaient pas conciliables avec le rigoureux esprit d'économie de la Seconde Chambre, sa politique restrictive en matière de crédits et son exigence résolue de suppression des taxes foncières. La vie politique se figea en une guerre de positions entre les deux Chambres du Parlement. Les initiatives du roi, qui étaient toutes plus ou moins orientées dans un sens conservateur et portaient au premier chef sur une amélioration des traitements des fonctionnaires et un renforcement de la défense, échouèrent devant l'opposition de la Seconde Chambre. Ce n'est que dans les années 1890 que l'on réussit à obtenir un compromis résolvant les questions des



taxes foncières et de la défense nationale. Mais l'artisan de cette politique était le Premier ministre, et non plus le roi. Le pouvoir échappait au monarque vieillissant.

Le roi Oscar avait finalement renoncé à lutter pour le pouvoir personnel du roi. Mais le combat final proprement dit ne se déroula que sous le règne de son successeur.

Lorsque Gustave V accéda au trône en 1907, il s'abstint de se faire couronner, devenant ainsi le premier monarque non couronné sur le trône de Suède. Mais ce geste, loin d'être le signe d'une attitude plus démocratique, était plutôt une réaction contre l'engouement d'Oscar II pour les cérémonies de toutes sortes et exprimait la réticence que ressentait Gustave, d'un naturel plus réservé, devant la participation à ce genre de célébrations. En revanche, il était prêt à lutter pour la position du roi en tant que telle. Les dix premières années de son règne furent marquées par ses efforts pour affirmer le pouvoir personnel du roi. Le conflit atteignit un sommet avec « le Discours de la cour d'honneur » en 1914.

Sur le plan des faits, la lutte portait sur la défense nationale, le roi demandant des décisions immédiates de renforcement tandis que le gouvernement libéral, parvenu au pouvoir entre autres sur des promesses de désarmement, ne voulait procéder que par étapes. Pour appuyer les exigences du roi dans la question de la défense nationale fut organisée en février 1914 « la Marche des paysans », au terme de laquelle plus de trente mille paysans de toutes les régions du pays se rassemblèrent dans la cour d'honneur du palais royal de Stockholm.

Ce n'est toutefois pas la Marche des paysans en soi qui allait provoquer la violente crise politique — chute du gouvernement, dissolution du Parlement et nouvelles élections — mais le discours du roi aux paysans, dans lequel il se joignait à leur exigence d'un renforcement immédiat de la défense nationale.

Le Discours de la cour d'honneur était une tentative d'imposer par des moyens extra-parlementaires la volonté personnelle du roi dans la question de la défense, sans tenir compte du

gouvernement légal du pays. Par là même, le conflit ne portait plus simplement sur la question de la défense. Désormais, il s'agissait aussi, et avant tout, de savoir si c'était au roi personnellement, ou au gouvernement avec à sa tête le Premier ministre, de gouverner le pays.

Dans l'optique contemporaine et avec l'interprétation de la Constitution qui fait maintenant autorité depuis des décennies, le roi Gustave avait excédé ses compétences en prenant dans son discours des engagements sans avoir consulté le gouvernement et reçu son accord. Mais il faut en toute justice se souvenir qu'à cette époque, avant la première guerre mondiale, la Constitution suédoise n'était pas interprétée comme elle l'est de nos jours. En 1914, les termes de la Constitution, « il appartient au roi seul de gouverner le royaume », étaient encore loin d'être lettre morte.

Devant les paysans rassemblés dans la cour d'honneur, Gustave V défendit avec vigueur et non sans habileté la cause du pouvoir personnel du roi. Mais ce combat n'en était pas moins voué à se terminer par une défaite. L'avenir appartenait à la démocratie et au parlementarisme.

Pour le roi Gustave, il s'en fallut de peu que sa politique n'aboutît à une défaite encore plus grave. Déjà, des exigences d'abdication et d'instauration d'une république étaient dans l'air. Le roi dut son salut à la question même sur laquelle il avait fondé son action — la défense nationale. Pour ce qui était de la situation en Europe, il avait vu plus clair que les dirigeants politiques. En juin 1914, c'était l'attentat de Sarajevo, et le 1^{er} août éclatait la guerre. En Suède, ces événements eurent pour conséquence la mobilisation et la résolution de la question de la défense sous le signe de l'unité nationale.

Aux élections de 1917, les partis de l'aile gauche, c'est-à-dire les libéraux et les sociaux-démocrates, l'emportèrent et Gustave V fut contraint d'accepter à nouveau un gouvernement libéral, cette fois même en collaboration avec les sociaux-démocrates, qui prenaient ainsi place pour la première fois dans un gouvernement. Pour ce qui est du roi, il n'accepta qu'avec hésitation de faire entrer au Conseil les représentants d'un parti qui avait à son programme l'instauration de la république.

Ainsi, la victoire définitive du parlementarisme était acquise ; depuis lors, c'est le Parlement et non le roi qui décide quel doit être le gouvernement de la Suède.

La monarchie démocratique

Malgré sa défaite dans la lutte pour le pouvoir personnel du roi, Gustave V conquiert durant son long règne, 1907–1950, l'affection de son peuple. Pendant la seconde guerre mondiale, il devint le symbole de l'unité nationale. La monarchie avait de la sorte acquis des racines grâce à la popularité personnelle du souverain.

Durant son règne, 1950–1973, Gustave VI Adolphe se conforma strictement aux règles de la monarchie constitutionnelle qui s'étaient peu à peu élaborées. Grâce à ses qualités personnelles, il mena à bien l'évolution engagée et, plus peut-être qu'aucun autre des monarques de notre temps, il contribua à créer un type nouveau de monarchie — la monarchie démocratique.

Pendant presque tout le règne de Gustave VI Adolphe se poursuivirent les travaux de rédaction de la nouvelle Constitution qui remplaça en 1975 celle de 1809. Tandis que se poursuivaient ces travaux, nul autre que Gustave VI Adolphe n'a sans doute eu une telle signification pour le

maintien de la monarchie en Suède.

Plusieurs facteurs ont concouru à lui permettre de réussir à créer une opinion à peu près unanime pour le maintien de la monarchie — malgré les fortes revendications en faveur d'une république qui existaient au départ. Le principal de ces facteurs résidait dans ses qualités personnelles.

À cet égard, un élément qui a sans aucun doute joué un grand rôle était l'étendue de ses connaissances et de ses intérêts, dans des domaines tout à fait étrangers à son « métier » proprement dit. Il s'était fait un nom réputé comme archéologue. Un autre facteur qui a largement contribué à la popularité du roi était son attitude simple et naturelle. Pour sa part, il évitait délibérément la pompe et la cérémonie.

La grande contribution de Gustave VI Adolphe à l'histoire de la Suède aura été de réussir au cours de son règne à faire évoluer la monarchie en fonction du rythme et du style de la société suédoise d'aujourd'hui, créant ainsi les conditions de la survie de la monarchie en Suède, avec la dynastie Bernadotte sur le trône.

La monarchie dans la Constitution actuelle

Dans la Constitution de 1809, les dispositions concernant les attributions du roi sont introduites par les termes : « Il appartient au roi seul

de gouverner le royaume ». Ce droit royal n'était limité que par l'obligation de consulter le Conseil des ministres désigné par lui-même. Cependant, bien avant la promulgation de la nouvelle Constitution, ces termes étaient devenus lettre morte, à la suite de la transformation de la Suède en un État parlementaire et démocratique.

La Constitution de 1975 s'ouvre sur la formule : « En Suède la souveraineté émane du peuple » et donne le pouvoir politique au Parlement et au gouvernement. Les attributions incombant au roi Charles XVI Gustave et à ses successeurs sur le trône de Suède sont les suivantes :

- Le roi est le chef de l'État.
- Il ouvre tous les ans au mois de septembre la session parlementaire.
- Il dirige le Conseil des ministres spécial qui se réunit lors d'un changement de gouvernement, ainsi que les conseils ordinaires, dits conseils d'information, au cours desquels les membres du gouvernement l'informent des affaires en cours.
- Il est président du Conseil consultatif des affaires étrangères, conseil désigné au sein du Parlement et chargé des consultations entre le gouvernement et le Parlement dans le domaine des affaires étrangères.

- Le roi détient le grade militaire le plus élevé du pays. Cependant, les forces armées relèvent exclusivement de l'autorité du gouvernement.
- En sa qualité de chef de l'État, le roi reçoit, c'est-à-dire approuve les lettres de créance des envoyés étrangers, de même qu'il signe les lettres de créance des envoyés suédois.

Selon la nouvelle Constitution suédoise, les attributions du souverain se situent donc essentiellement au plan de la représentation et du cérémonial. Sur la demande du gouvernement, le roi reçoit les autres chefs d'État et effectue des visites officielles à l'étranger. Lors de ces visites, il est régulièrement accompagné d'un ou plusieurs membres du gouvernement qui ont des entretiens avec des représentants du gouvernement du pays hôte, sur des questions politiques, économiques et culturelles.

Le roi bénéficie de l'immunité pénale, c'est-à-dire ne peut faire l'objet d'une procédure pénale pour ses actes, mais en matière civile il est possible de saisir les tribunaux de prétentions à son encontre. Le roi est tenu de déclarer ses revenus et d'acquitter des impôts sur ses revenus privés et sa fortune comme tout autre citoyen suédois.

Les crédits alloués au roi et ses activités, que l'on appelle l'apanage, sont fixés annuellement par le Parlement. Les membres de la Maison royale ont le droit de vote, mais par tradition n'en font pas usage.

Nouvel ordre de succession

Selon l'ordre de succession qui a remplacé en 1980 celui de 1810, la succession au trône est désormais intégralement cognatique. Ceci signifie que l'aîné des enfants du couple royal est l'héritier du trône quel que soit son sexe. La princesse Victoria est donc l'héritière de la couronne suédoise.

Charles XVI Gustave

L'accession au trône de Charles XVI Gustave en 1973 donna à la Suède un roi de deux générations plus jeune que son prédécesseur.

Charles XVI Gustave, né le 30 avril 1946, était le cadet des enfants et le seul fils du prince Gustave-Adolphe et de la princesse Sibylla de Saxe-Cobourg-Gotha. Les époux avaient déjà quatre filles, dont trois allaient épouser des roturiers. La mort du prince Gustave-Adolphe dans un accident d'avion en 1947 fit de son fils l'héritier de la couronne de Suède dès l'accession au trône de son grand-père Gustave VI Adolphe en 1950. Sa mère mourut en 1972.

Le prince héritier Charles-Gustave effectua l'essentiel de sa scolarité dans un internat de Sigtuna, non loin de Stockholm, et passa son baccalauréat en 1966. Sa scolarité achevée, le prince héritier accomplit son service militaire en suivant pendant deux ans et demi une formation

dans les diverses armes, l'accent étant mis sur celle de la marine.

Après sa formation militaire, le prince héritier fit des études aux universités d'Uppsala et de Stockholm.

Afin de donner au prince héritier une connaissance approfondie et diversifiée du mode de gouvernement et du fonctionnement des institutions de son pays, ainsi que de la vie des Suédois d'aujourd'hui, un programme de formation fut mis au point en vue de ses futures fonctions de chef d'État. Il effectua ainsi des visites d'étude dans les administrations et services publics centraux et locaux, dans des industries, des usines, des laboratoires et des écoles. Il s'initia au fonctionnement des tribunaux, des organismes de protection sociale, des syndicats et des organisations patronales. L'accent était mis en particulier sur les travaux du gouvernement, du Parlement et du Ministère des affaires étrangères.

Après son accession au trône, Charles XVI Gustave a continué de se tenir régulièrement informé de l'évolution des divers secteurs de la société suédoise en effectuant des visites auprès d'administrations, organisations et institutions de toutes sortes. Les tournées officielles qui le conduisent dans tous les départements et provinces de Suède, une tradition des monarques suédois remontant au moyen âge et connue sous le nom d'« Eriksgata », revêtent une grande importance à cet égard.

Adeptes actifs du scoutisme depuis son enfance, le roi s'intéresse beaucoup à la nature et à la vie en plein air. En 1977, il est devenu président honoraire de la Fondation du scoutisme mondial. Très tôt, il a exprimé avec vigueur ses prises de position en faveur de la protection de l'environnement et il préside l'organisation suédoise du Fonds mondial de la nature.

Le roi pratique le nautisme, la plongée sous-marine, le ski de fond et de descente ; il a participé plusieurs fois au « Vasaloppet », la fameuse compétition annuelle de ski de fond de 90 kilomètres.

En 1976, Charles XVI Gustave épousa Silvia Renate Sommerlath, qui devenait ainsi reine de Suède. La reine Silvia, née à Heidelberg le 23 décembre 1943, est la fille de l'homme d'affaires allemand Walther Sommerlath et de son épouse brésilienne Alice, née de Toledo. La future reine de Suède a vécu longtemps à São Paulo, où son père représentait une entreprise suédoise. Lorsque la famille Sommerlath quitta le Brésil pour revenir en République fédérale d'Allemagne, Silvia suivit pendant quatre ans les cours de l'école d'interprètes de Munich et obtint en 1969 le diplôme d'interprète de langue espagnole. En 1971, elle fut nommée hôtesse en chef du comité d'organisation des Jeux Olympiques de 1972 à Munich. C'est au cours de son activité d'hôtesse olympique que mademoiselle Sommerlath fit la connaissance de Charles-Gustave, à l'époque encore prince héritier. Ils se fiancèrent le 12 mars 1976 et le 19 juin de la même année, leur mariage était célébré à Stockholm.

La reine Silvia œuvre activement en faveur des handicapés. Elle préside le Fonds du mariage du couple royal, qui soutient la recherche dans le domaine des sports et activités physiques pour les jeunes handicapés.

Le couple royal a trois enfants : la princesse héritière Victoria, née le 14 juillet 1977, le prince Charles-Philippe, né le 13 mai 1979, et la princesse Madeleine, née le 10 juin 1982. Jusqu'en 1981, la famille royale avait sa résidence habituelle au Palais royal de Stockholm, puis elle s'est installée au château de Drottningholm, situé dans un cadre verdoyant à proximité de la capitale.

Auteurs : Jörgen Weibull, Carl-Fredrik Palmstierna, Björn Tarras-Wahlberg

L'Institut suédois (SI) est un service public ayant pour mission de faire connaître la Suède à l'étranger. Il produit, en plusieurs langues, un large éventail de publications sur de nombreux aspects de la société suédoise.

Ce feuillet de documentation, publié dans le cadre des services d'information de l'Institut suédois, peut être exploité comme documentation de base, avec mention de la source.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à l'Ambassade ou aux consulats de Suède dans votre pays (en France : Centre culturel suédois, 11, rue Payenne, 75003 Paris), ou l'Institut suédois: Box 7434, SE-103 91 Stockholm, Suède..
Visite : Sverigehuset (Maison de la Suède), Hamngatan/Kungsträdgården, Stockholm
Tél : +46-8-789 20 00 Fax : +46-8-20 72 48 E-mail : order@si.se Internet : www.si.se www.sweden.se



Institut
suédois